

Le Burundi conteste des accusations contre ses soldats en Somalie

RFI, 18-03-2015 En septembre, Human Rights Watch publiait un rapport sur des allégations de viols et d'abus sexuels qui mettaient en cause les soldats de l'Amisom sur des Somaliennes, notamment le contingent burundais. Mardi, une commission technique créée en décembre 2014 par le ministre burundais de la Défense pour enquêter sur ces allégations, a rendu son rapport. Elle assure qu'elle n'a trouvé aucune preuve, aucun fait ou témoignage pour confirmer les allégations de HRW. Pendant près de trois heures, la commission a tenté de convaincre qu'elle a produit un travail de qualité. Elle a expliqué sa démarche du début à la fin, raconté son voyage à Mogadiscio et tous les gens qu'elle a rencontrés.

Et si son rapport prend le contre-pied exact de celui de Human Rights Watch, c'est pour une raison toute simple, comme explique le vice-président de la commission, Joseph Nzeyimana, conseiller du ministre de la Défense du Burundi : « Notre rapport est plus crédible parce que nous, nous avons enquêté sur les associations de femmes, les représentants de l'administration, les chefs de quartier et tous ont été unanimes qu'aucun fait n'a été constaté chez les militaires burundais ». Si la commission burundaise n'a pas rencontré les femmes et filles somaliennes présumées victimes de viols ou d'abus sexuels de la part de soldats burundais de l'Amisom, la force de l'Union européenne en Somalie, à l'époque des faits, c'est la faute à l'organisation américaine, explique Eurydice C. La commission d'enquête : « On doute aussi du rapport de Human Rights Watch, d'autant plus que si c'était vrai, ils allaient aussi mentionner ces noms ». La chercheuse de Human Rights Watch à l'origine de ce rapport présente dans la salle, mardi, à Bujumbura. Laetitia Bader a alors expliqué pourquoi son organisation gardait secrète l'identité des victimes : « Elles ne voulaient absolument pas que leurs cas soient connus parce qu'elles ont tellement honte de ce qui se passe ». Malgré un rapport qui dédouane complètement le contingent burundais de toutes ces accusations, l'armée burundaise se dit prête à rouvrir ce dossier si des faits nouveaux lui étaient soumis.